



## La quinzaine nordique

© DG Trésor

N° 165 du 23 novembre 2018

### Pays Nordiques

**Nordea.** La seule grande banque nordique, basée à Helsinki depuis peu, sort du classement des banques systémiques mondiales établi annuellement par le Conseil de stabilité financière (Financial Stability Board) et qui par définition sont tenues, compte tenu de leur poids systémique, respecter des règles de solvabilités plus strictes que d'autres acteurs du secteur bancaire.

**Attractivité / talents.** Le classement « *World talent ranking 2018* » publié pour la 5<sup>ème</sup> fois par l'école de management suisse IMD de Lausanne confirme cette année encore que la Suisse puis le Danemark sont les deux pays qui savent le mieux développer, attirer et retenir les talents dans les entreprises parmi les 63 pays étudiés. Pour ce qui est des autres nordiques, on note que la Norvège a fait un saut passant du 7<sup>ème</sup> rang en 2017 au 3<sup>ème</sup> cette année. La Finlande rétrograde légèrement mais occupe toutefois la 7<sup>ème</sup> place devant la Suède qui est 8<sup>ème</sup> (9<sup>ème</sup> en 2017). L'Islande ferme la marche des pays de la zone au 16<sup>ème</sup> rang (18<sup>ème</sup> en 2017). Parmi les domaines dans lesquels il existe encore des marges de progression pour les nordiques, sont évoqués la fiscalité sur le travail, un coût de vie élevé et un ratio élevé d'élèves par enseignant dans le cycle secondaire.

IMD World Talent Ranking 2018

2018	Country	2017	Change
1	Switzerland	1	-
2	Denmark	2	-
3	Norway	7	+4
4	Austria	4	-
5	Netherlands	6	+1
6	Canada	11	+5
7	Finland	5	-2
8	Sweden	9	+1
9	Luxembourg	10	+1
10	Germany	8	-2

### Danemark

**Nordea.** Le quotidien *Børsen* accuse Nordea d'avoir profité du système CumEx grâce au fonds d'investissement Investin Pro, que la banque avait créé en 2008 au sein de Nykredit. Nordea aurait investi 17 Mds DKK (2,28 Mds€) dans ce fonds qui lui aurait rapporté plus de 300 MDKK (40 M€) de dividendes. Or, David Lando a siégé au conseil d'administration d'Investin Pro avant de devenir président de l'Autorité de supervision financière danoise (*Finanstilsynet*). Il nie avoir eu connaissance des supposées activités de fraude fiscale d'Investin Pro mais Nordea n'a toujours pas justifié les raisons de la création de ce fonds externe à la banque. Le ministre de l'Industrie, du Commerce et des Affaires financières, Rasmus Jarlov, a été convoqué au Parlement afin de préciser les informations qu'il détenait sur David Lando lors de sa nomination à la tête du *Finanstilsynet* en 2014.

**Jobcenters.** Selon un rapport de la Cour des comptes (*Rigsrevisionen*), si les *jobcenters* les moins efficaces rattrapaient leur retard, ils permettraient à 18 000 chômeurs de trouver un emploi ou d'économiser 1,45 Md DKK (194 M€), soit plus de 11% des 13 Mds DKK (1,7 M€) de budget qui leur est alloué tous les ans. Le ministère de l'Emploi dispose de deux mois pour présenter des solutions de réduction des écarts importants de coûts et d'efficacité entre les différents *jobcenters*.

**Nets.** CEO de Nets depuis 2014, Bo Nilsson a l'ambition de faire de la firme le leader des services de paiement et de transaction en Europe d'ici cinq ans. Après avoir développé les paiements instantanés au Danemark, en Norvège, en Italie, en Hongrie et en Slovénie, Nets souhaite conquérir le Royaume-Uni et la France, puis étendre son activité en Europe du Sud, où seulement 20% des paiements seraient digitalisés contre 80% en Europe du Nord. Le groupe s'est considérablement renforcé grâce à sa fusion avec l'allemand Concardis et le polonais Dotpay mais il demeure distancé par son principal concurrent, Worldline (Atos). Le rachat de l'entité suisse SIX Payment Services en mai donne une longueur d'avance au groupe français. Avec un bénéfice 1,5 fois plus élevé que celui de Nets (12 Mds DKK, soit 1,6 Md€), Worldline ne cache pas non plus son ambition de devenir le champion européen des services de paiement.

**Exportations alimentaires.** Danish Crown vient de signer un grand contrat avec la société Win-Chain, filiale du géant chinois Alibaba. Ce dernier achètera, pendant cinq ans, l'ensemble de la production, soit 250 tonnes de porc par semaine, de la nouvelle usine de transformation de Danish Crown en Chine, dont l'ouverture est prévue pour mai 2019. Les produits de Danish Crown seront accessibles sur toutes les plateformes numériques de Win-Chain, ainsi que dans les chaînes de supermarchés appartenant à Alibaba dans la région de Shanghai. Il s'agit d'un accord minimum, qui assurera à Danish Crown un chiffre d'affaires d'au moins 2,3 Mds DKK (311 M€) au cours des cinq années à venir.

**Affaiblissement de la couronne.** Le taux de change de la couronne danoise face à l'euro a atteint le niveau le plus faible depuis des années à plus de 7,46 DKK pendant la majorité du mois d'octobre 2018, contre 7,44 DKK il y a un an. Les économistes des grandes banques ont différentes explications pour cet affaiblissement, et s'interrogent sur l'éventualité d'une intervention de la Banque nationale. Pour l'instant, cela fait 19 mois que la Banque nationale danoise n'est pas intervenue sur les marchés des changes – la plus longue période depuis l'introduction, en 1982, de la politique de taux de change fixe (avec une marge de fluctuation de 2,25 % par rapport à la valeur centrale).



**Energie.** Le groupe français Nexans, n°2 mondial de l'industrie du câble, vient de signer un contrat d'un montant supérieur à 150 M€ avec Ørsted, plus grande compagnie danoise dans le secteur de l'énergie. Nexans va fournir un système de plus de 200 km de câbles sous-marins reliant le parc éolien offshore Hornsea 2, situé en mer du Nord au large du Royaume-Uni, à la côte. Ce parc devrait être le plus grand du monde et suffire à alimenter en électricité plus d'1,3 million de foyers. Il devrait être mis en service en 2022.

## Finlande

**Chômage/emploi.** Les derniers chiffres de *Statistics Finland* révèlent une baisse du taux de chômage pour le mois d'octobre et une augmentation du taux d'emploi. Le taux de chômage s'élève dorénavant à 7,2% et le taux d'emploi à 71,8%, ce qui signifie que 43 000 personnes de plus ont un emploi par rapport à octobre 2017. L'objectif fixé par le gouvernement d'un taux d'emploi de 72% devrait ainsi être atteint avant les prochaines élections législatives (avril 2019). Ces bons résultats sont néanmoins à nuancer en raison de l'augmentation du taux de chômage des 15-24 ans (+2,4% par rapport à octobre 2017) qui s'élève aujourd'hui à 17,5%.

**Voitures électriques.** Le gouvernement et le secteur automobile se sont accordés sur l'objectif de 25% de véhicules fonctionnant à l'électricité ou aux biocarburants d'ici 2025. Le but de ce verdissement est de réduire les émissions carbone de moitié pour les véhicules particuliers d'ici 2030, ce qui correspond à une diminution annuelle de 4%. L'accord encourage les Finlandais à s'équiper de véhicules plus verts et devrait donc avoir pour effet de réduire l'âge moyen des véhicules en circulation. De même, des mesures sont incluses concernant le transport poids lourds.

## Islande

**Conjoncture.** Le FMI a publié son rapport annuel sur l'économie de l'Islande au titre des consultations relatives à l'Article IV. Le Fonds considère que les risques de surchauffe économique se dissipent avec une stabilisation du taux de croissance économique à 4% du PIB en 2018 et un ralentissement de la croissance du tourisme qui a permis de réduire la pression sur le marché de l'immobilier. Il salue aussi l'orientation budgétaire globalement neutre du gouvernement, les mesures de réduction de la dette de l'Etat ainsi que la fusion prochaine de la Banque Centrale et de l'Autorité de Supervision Financière qui permettra de consolider le secteur financier. Le FMI identifie plusieurs facteurs d'instabilité à moyen-terme qui devront faire l'objet d'une politique macroéconomique prudente de la part des autorités islandaises : la pression concurrentielle dans le secteur aérien, une augmentation des salaires supérieure à celle de la productivité ainsi que les tensions accrues sur la scène économique et commerciale internationale avec une forte incertitude concernant les futures relations économiques entre l'Islande et le Royaume-Uni post-Brexit.

**Energie.** Selon les conclusions du rapport présenté par la ministre de l'Industrie et de l'Innovation le 8 Novembre, la demande en énergie en Islande est amenée à excéder l'offre à moyen-terme avec une estimation chiffrée à 3 800 gigabits par an supplémentaires par rapport à la production actuelle d'ici 2050. Les prévisions de croissance de la population et la spécialisation économique de l'île dans des secteurs électro-intensifs sont les principaux facteurs de cette demande accrue. Afin de répondre à ces besoins, le gouvernement donnera la priorité au développement de nouvelles méthodes de productions énergétiques telles que l'énergie éolienne, la construction de petites centrales hydrauliques et les pompes thermiques, qui sont estimées plus rentables et rapidement opérationnelles par rapport aux énergies conventionnelles issues de la géothermie et des barrages hydrauliques.

## Norvège

**Excédent commercial.** L'excédent commercial de la Norvège a bondi de 85,9% en octobre sur un an, tiré par des exportations record. D'après l'Institut national de statistique (SSB), l'excédent ressort à 34,9 Mds NOK (3,6 Mds€), en raison de la progression de 32% des exportations, lesquelles ont atteint un niveau historique, proche du seuil symbolique de 100 Mds NOK (10,4 Mds€). La Norvège a accru de 64% ses ventes de pétrole grâce à une hausse des volumes et à l'augmentation du cours du baril. Les exportations de produits non-pétroliers ont également progressé (+15,3%) pour atteindre un niveau record de 43,2 Mds NOK (4,5 Mds€). Sur les dix premiers mois de l'année, l'excédent double par rapport à l'an dernier (233,4 Mds NOK, soit 24 Mds€) mais reste déficitaire hors hydrocarbures et transport maritime (-212,1 Mds NOK, soit 22 Mds€) depuis le début de l'année.

**Brexit.** Le Ministre du commerce et de l'industrie, Torbjørn Røe Isaksen, a effectué un déplacement à Londres le 12 novembre pour discuter du Brexit avec son homologue, Liam Fox, qui a déclaré qu'il souhaitait la mise en place d'accords norvégo-britanniques au moins aussi ambitieux que ceux existants dans le cadre de l'EEE. La Première ministre norvégienne Erna Solberg a salué l'accord entre l'UE et la Grande-Bretagne et a annoncé que la Norvège envisageait la mise en place d'accords bilatéraux avec la Grande-Bretagne pendant la période de transition.

**Marine Harvest.** Le premier producteur mondial de saumon d'élevage, le norvégien Marine Harvest, a annoncé qu'il allait être rebaptisé Mowi, afin de refléter sa présence sur toute la chaîne de production, des farines pour poisson au filet de saumon. Présent sur les principaux sites mondiaux de production aquacole, Marine Harvest a produit 370 000 tonnes de saumon en 2017 pour un chiffre d'affaires de 3,6 Mds €.



**Garantie des dépôts bancaires.** Le règlement européen sur la garantie des dépôts bancaires (jusqu'à 100 000 €) n'est pas encore incorporé dans l'EEE et la Norvège dispose d'une période transitoire jusqu'au 31 décembre 2018, qui lui permet de fixer son propre seuil (2 MNOK, soit environ 200 000 €). La ministre des Finances, Siv Jensen, était à Bruxelles le 6 novembre pour une réunion avec ses homologues du Liechtenstein et de l'Islande. D'après le ministère norvégien des Finances, la Commission européenne serait disposée à étendre cette période transitoire, même si les négociations ne sont pas encore finalisées. Si un accord avec l'UE était trouvé et que la Norvège devait abaisser son plafond de garantie des dépôts bancaires, la question ferait l'objet d'un débat au Storting (parlement norvégien).

**Hydrocarbures.** Lors d'un discours devant le Parti conservateur, la Première ministre Erna Solberg a annoncé que son gouvernement continuerait à autoriser la prospection pétrolière sur le plateau continental norvégien. D'après elle, la fin du pétrole et du gaz norvégiens serait synonyme d'une baisse de 15% du PIB, d'un recul de 40% des exportations, et d'une diminution de 20% des recettes de l'Etat, ainsi qu'une menace pour l'emploi des 170 000 salariés du secteur.

**Accord EEE.** Afin de contrer les critiques qui se multiplient contre l'accord EEE en Norvège, le ministre du Commerce et de l'Industrie, Torbjørn Røe Isaksen, annonce que le gouvernement envisage de renforcer ses efforts pour combattre la criminalité du marché de travail, et pour améliorer le dialogue social tripartite (gouvernement, employés et patronat). Le soutien à l'accord EEE du plus grand syndicat de Norvège (*Fellesforbundet*) pourrait basculer lors du congrès de 2019, en raison du mécontentement des membres travaillant dans le secteur de l'industrie. En effet, l'organe de surveillance de l'EEE (ESA) a récemment conclu que les dispositions du code du travail norvégien sur les déplacements professionnels étaient contraires à l'accord EEE. Aussi, les membres de *Fellesforbundet* redoutent qu'une mise en conformité de la loi norvégienne menace les salariés norvégiens, au profit d'une main d'œuvre moins coûteuse. Si la section industrie de *Fellesforbundet* se déclarait opposée à l'accord EEE l'an prochain, elle pourrait faire basculer la position sur l'accord EEE de la confédération syndicale LO, attachée à cet accord, ainsi que celle du Parti travailliste.

**Agriculture.** Le 14 novembre, 310 Mds de NOK (32 Mds €) ont été versés à 10 000 agriculteurs comme compensation pour les récoltes désastreuses liées à la sécheresse de cet été.

## Suède

**Conjoncture.** Le ministère suédois des Finances vient de réviser ses perspectives de croissance à la baisse. Le PIB de la Suède devrait ainsi progresser de 2,5% en 2018 et non pas de 2,9% comme annoncé en août dernier. La croissance ralentirait ensuite à nouveau et serait limitée à 2,1% en 2019 et à 1,6% en 2020. Alors que la consommation des ménages devrait se maintenir, c'est surtout l'investissement qui ralentirait, passant d'une croissance de 6,1% en 2017 à 3,6% en 2018 et 1,9% en 2020.

**Commerce extérieur.** Les micros entreprises (moins de 10 employés) sont au fil des années devenues plus importantes pour le commerce extérieur suédois. En 5 ans, les exportations de ces entreprises ont augmenté au total de près de 40% pour atteindre 178 Mds SEK selon l'Agence de garantie du crédit export (EKN), soit environ 18 Mds€, ce qui représente environ 9% des exportations globales du pays. Cette progression est, par ailleurs, plus importante que celle des PME/PMI (10 à 250 employés) qui a progressé, dans le même temps, de moins de 20% pour atteindre 286 Mds SEK (29 Mds€), soit 14% des exportations. La Suède compte ainsi beaucoup sur cette relève et l'émergence d'une nouvelle génération d'entrepreneurs et d'entreprises exportatrices. Pour favoriser une telle évolution, le dispositif de soutien public accorde désormais plus de moyens aux TPE et PME/PMI que par le passé.

**Stratégie numérique.** Le gouvernement a fixé des objectifs de développement rapide de la couverture haut débit sur l'ensemble du pays mais certaines entreprises en charge de l'installation de la fibre ont annoncé qu'elles étaient retardées par les longues procédures d'autorisations délivrées par *Trafikverket* (agence nationale des transports, notamment responsable des infrastructures routières). Sur demande du gouvernement, *Trafikverket* a étudié différentes alternatives permettant d'accélérer l'installation des infrastructures, en autorisant par exemple l'enterrement de câble à proximité de petites routes peu fréquentées. Récemment, l'agence a également recruté plus de personnel afin d'accélérer les procédures d'autorisation. La stratégie nationale du numérique implique que d'ici 2020, 95% des ménages et entreprises auront accès à un débit d'au moins 100 Mbit/s, qu'en 2023, l'ensemble de la Suède bénéficiera d'un réseau mobile stable et de qualité et enfin, qu'à l'horizon 2025, 100% du pays aura accès au haut débit.

**Stockholm/population.** La région de Stockholm est en pleine expansion et devrait accueillir 350 000 nouveaux habitants dans les dix prochaines années (+15%) ; la population totale devrait ainsi s'élever à 2 652 200 personnes en 2017 et les estimations font même état de 3 327 200 habitants en 2060. Au sein de la région, Stockholm intramuros a la plus forte croissance avec 104 853 nouveaux résidents à l'horizon 2027. Le nombre de personnes âgées devrait également augmenter de manière importante dans la région en raison du vieillissement des « baby-boomers » et de l'allongement de l'espérance de vie : de 84,8 à 86,0 ans pour les femmes et de 81,5 à 83,2 pour les hommes.

**Solna.** Cette commune de la banlieue nord de la capitale Stockholm, a été élue commune la plus attractive en Suède par les chefs d'entreprises aux cours des dix dernières années (il existe 290 communes dans ce pays). Ce résultat remarquable est le résultat d'un dialogue étroit avec les entreprises déjà implantées ou potentiellement intéressées. La



motivation principale du développement de méthodes et de services, notamment « *le modèle Solna* », favorise le développement d'un écosystème économique et commercial efficient et une corrélation entre l'offre de formation et les compétences recherchées par les entreprises (le taux de chômage à Solna est de 4,2%, contre 6,7% en Suède). Rappelons, à ce propos que la population active de cette commune dépasse d'ores et déjà celle de sa population globale (80 000 hab.) et que le taux de l'impôt sur le revenu des personnes domiciliées à Solna reste parmi les plus faibles avec 29% à comparer au taux moyen du pays qui est de 32%. Enfin, cette commune propose le meilleur réseau internet de toutes les communes depuis 2014 puisque plus de 96% de la population et les entreprises ont accès à un réseau internet de haut débit (100Mbit/s).

**Spotify.** Le géant suédois de la musique streaming renforce son offre dans le secteur du podcast qui va devenir l'une des priorités de son *business model*. Comme son concurrent américain Pandora, Spotify va utiliser ses algorithmes et ses ressources en intelligence artificielle pour proposer des podcasts adaptés aux goûts de ses clients. Cette diversification devrait permettre de générer de nouveaux profits mais Spotify doit encore trouver un moyen de rendre le modèle rentable. Le marché du podcast reste pour le moment dominé par Apple Inc. qui ne récolte toutefois pas de revenus sur ce segment. Plusieurs applications innovantes dédiées au streaming de podcast sont également présentes mais manquent de ressources pour se développer à plus grande échelle.

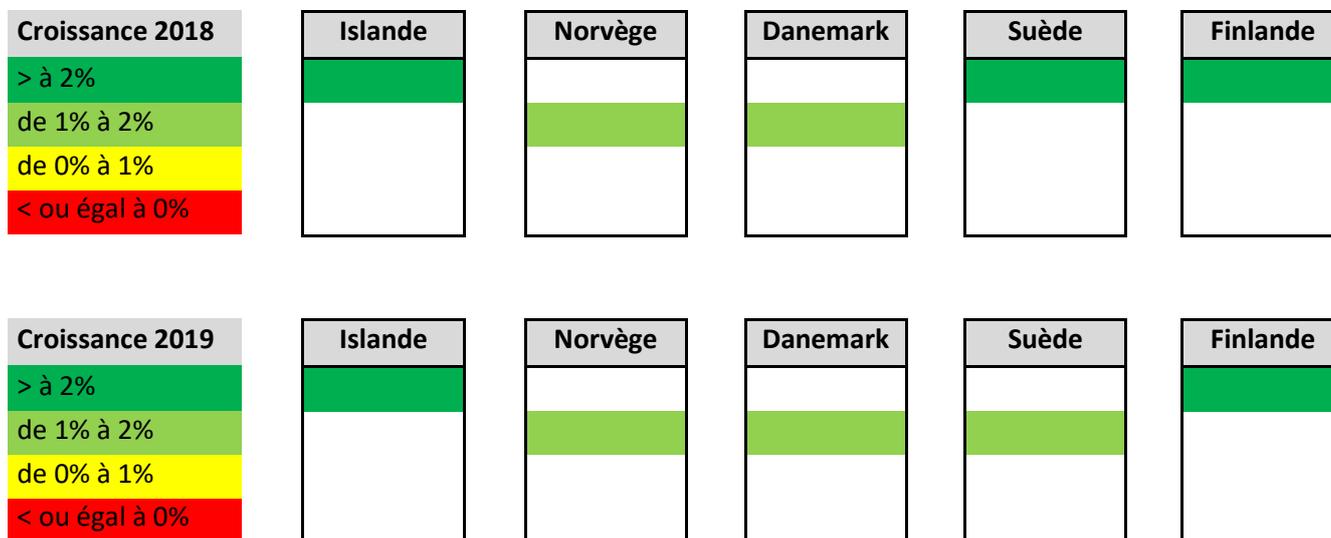
**Climat.** La Suède souhaite renforcer la gestion des zones humides agricoles pour réduire les émissions CO<sub>2</sub>. Plus d'un tiers des émissions de GES de l'agriculture suédoise proviennent des surfaces agricoles en zone humide (marécages et tourbières qui stockent du carbone depuis la période glaciaire), alors qu'elles ne représentent qu'une part très faible de la surface agricole utile suédoise (200 000 hectares). Afin d'atteindre la neutralité carbone au sens strict d'ici 2045, le gouvernement a demandé à l'Agence suédoise de l'Agriculture de réaliser un rapport sur la possibilité d'inonder ces zones (lacs artificiels peu profonds) afin d'éviter les rejets de gaz à effet de serre. La conclusion de l'Agence est qu'un tel projet est possible sur le plan technologique, mais qu'une hausse des niveaux d'indemnisation pour les agriculteurs concernés par la perte de ces terres agricoles devrait être nécessaire pour l'équilibre économique du projet.

**IKEA.** Le groupe poursuit son virage stratégique et vient d'annoncer la suppression de 7 500 postes dans le monde d'ici 2020 (en particulier dans le secteur administratif). En parallèle, 11 500 personnes seraient recrutées pour répondre à l'ouverture de points de ventes et à l'accélération de la transformation digitale. Environ 650 emplois seraient menacés en Suède, en grande partie dans les régions Scanie (500 emplois) et Småland. Le groupe qui affiche 34,8 Mds€ de chiffre d'affaires en 2018 souhaite se rapprocher des centres-villes pour répondre à l'évolution de la mobilité urbaine (moins de voitures personnelles) et proposer du mobilier plus adapté aux petits logements. Le géant de l'ameublement en kit souhaite également rattraper son retard en termes d'e-commerce et va pour ce faire développer des points relais ainsi que l'option *click & collect* (commande en ligne et collecte en magasin).



La quinzaine nordique – 23 novembre 2018 © DG Trésor

### 1. Prévisions de croissance pour les pays nordiques



Source : Commission Européenne, prévisions d'automne (novembre 2018)

	Danemark		Finlande		Norvège		Suède		Islande	
	2018	2019	2018	2019	2018	2019	2018	2019	2018	2019
PIB										
Gouvernement	1,9	1,7	3,0	1,7	1,7	2,3	<b>2,5</b>	<b>2,1</b>	-	-
Banque centrale	1,9	1,8	2,9	2,2	1,8	2,2	2,3	1,9	4,4	2,7
Institut stat./conj****	2,3	2,0	2,8	2,4	1,6	2,2	2,4	1,9	2,9	2,7
Commission*	1,2	1,8	2,9	2,2	1,7	1,9	2,4	1,8	3,4	3,1
FMI**	2,0	1,9	2,6	1,8	2,1	1,9	2,2	2,0	3,7	2,9
OCDE***	<b>1,2</b>	<b>1,9</b>	<b>2,8</b>	<b>1,8</b>	<b>1,6</b>	<b>1,9</b>	<b>2,5</b>	<b>1,9</b>	<b>3,8</b>	<b>2,8</b>
SEB	<b>1,5</b>	<b>2,5</b>	<b>2,7</b>	<b>2,2</b>	<b>1,4</b>	<b>2,4</b>	<b>2,2</b>	<b>2,2</b>	-	-
Nordea	1,8	1,7	3,0	2,5	2,4	2,4	2,5	1,9	-	-
Danske Bank	<b>1,6</b>	<b>2,0</b>	<b>2,7</b>	<b>2,0</b>	<b>2,4</b>	<b>2,5</b>	<b>2,0</b>	<b>1,6</b>	-	-

Source :

\* Prévisions d'automne (novembre 2018)

\*\* World Economic Outlook (octobre 2018)

\*\*\* Perspectives économiques (novembre 2018)

\*\*\*\* Suède : Konjunkturinstitutet (KI), Danemark : Conseil des Sages, Norvège : SSB, Finlande : ETLA, Islande : Státice

Code couleur des mises à jour :

**En gras** : mise à jour sans changement

**En rouge** : dégradation

**En vert** : amélioration



## 2. Autres indicateurs macroéconomiques

	Danemark		Finlande		Norvège		Suède		Islande	
	2018	2019	2018	2019	2018	2019	2018	2019	2018	2019
Déficit public										
Gouvernement	-0,3	0,2	-0,7	-0,3	3,9	-	1,0	1,0	-	-
Commission*	0,2	-0,1	-0,8	-0,2	5,1	5,0	1,1	0,9	1,3	1,0
FMI**	-0,7	-0,5	-0,9	-0,6	5,7	5,7	0,8	0,6	0,7	0,5
OCDE***	<b>0,0</b>	<b>-0,3</b>	<b>-0,6</b>	<b>0,0</b>	<b>5,3</b>	<b>5,4</b>	<b>1,2</b>	<b>1,2</b>	<b>1,3</b>	<b>1,3</b>

	Danemark		Finlande		Norvège		Suède		Islande	
	2018	2019	2018	2019	2018	2019	2018	2019	2018	2019
Dette publique										
Gouvernement	35,4	34,6	59,9	59,1	-	-	37,7	34,3	-	-
Commission*	33,3	32,2	59,8	58,5	31,8	30,4	37,8	35,5	41,0	38,8
FMI**	34,7	34,0	60,3	59,6	36,4	36,4	37,9	34,5	33,8	31,4

	Danemark		Finlande		Norvège		Suède		Islande	
	2018	2019	2018	2019	2018	2019	2018	2019	2018	2019
Autres										
inflation (IPCH)*	0,8	1,5	1,2	1,6	3,0	2,3	2,1	1,9	-	-
cons. privée*	2,3	2,2	2,4	2,1	2,3	1,8	2,4	2,3	5,4	4,0
chômage (BIT)*	5,2	4,9	7,8	7,2	3,4	3,2	6,3	6,2	2,9	3,1

Source :

\* *Prévisions d'automne (novembre 2018)*

\*\* *World Economic Outlook (octobre 2018)*

\*\*\* *Perspectives économiques (novembre 2018)*

\*\*\*\* *Suède : Konjunkturinstitutet (KI), Danemark : Conseil des Sages, Norvège : SSB, Finlande : ETLA, Islande : Statis*

**Code couleur des mises à jour :**

**En gras :** mise à jour sans changement

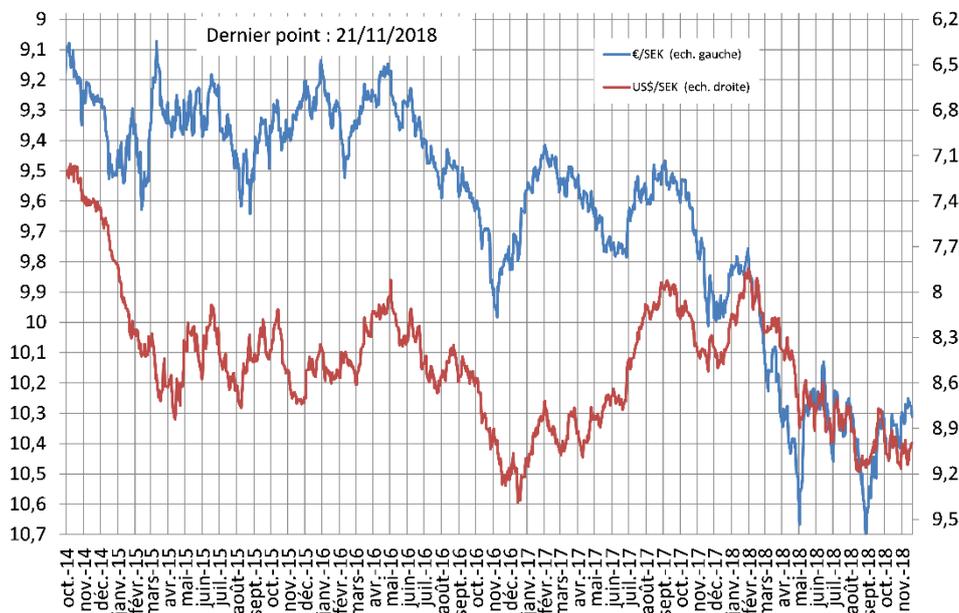
**En rouge :** dégradation

**En vert :** amélioration

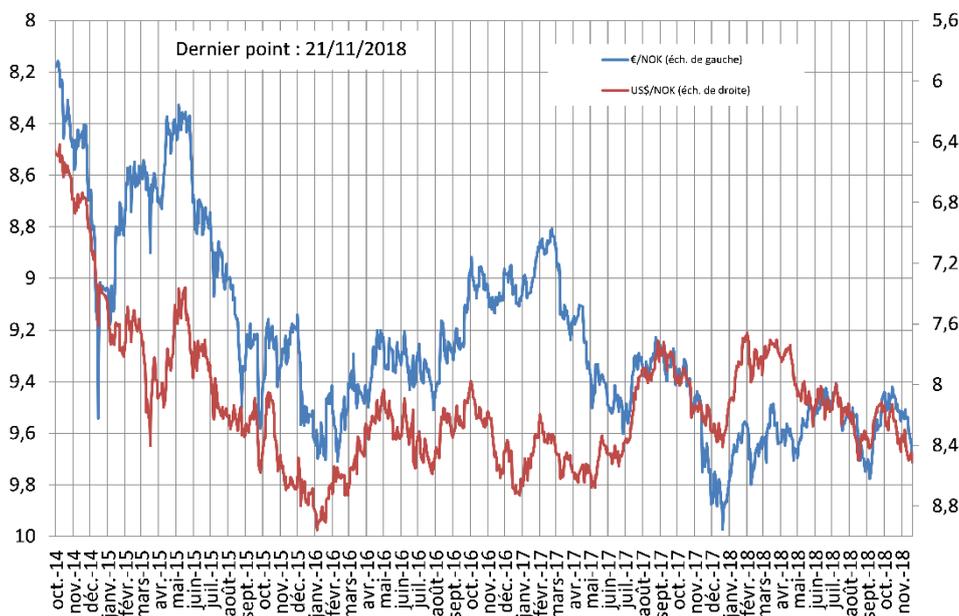


### 3. Evolution des taux de change

#### Couronne suédoise



#### Couronne norvégienne



#### Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Économique (adresser les demandes à [eric.duedal@dgtrésor.gouv.fr](mailto:eric.duedal@dgtrésor.gouv.fr)).

#### Clause de non-responsabilité

Le Service Économique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

Directeur de la publication : Eric Duedal (Chef du SER)

Revu par : Romain Saudrais (Conseiller financier)

Service Économique Régional (SER) de Stockholm

Ambassade de France en Suède

Adresse : Storgatan 11 // 114 44 Stockholm

Avec les contributions des Services Économiques de Copenhague (M. Bouteiller, M. Valeur, J-T. Pénet, O. Chabason), Helsinki (P. Pouliquen), Oslo (E. Gabla, S. Morvan), de l'ambassade de France en Islande (R. Girard) et du Service Économique Régional de Stockholm (F. Lemaître, J. Grosjean, R. Saudrais, F. Caudron).